L'ABEILLE.

PUBLIÉE ET PUBLIÉE, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON,
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

Il faut que L'UNION *soit conservée.*

MERCREDI MATIN, 16 JANVIER 1833.

POUR GOUVERNEUR :

J. B. DAWSON.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 16 janvier.

La malle du nord nous a apporté, hier, nos liasses de New-York jusqu'au 64 décembre, inclusivement : elles nous donnent deux arrivages d'Europe, le brick *Mary-Jane*, capitaine M'KENSTRY, venant de Bordeaux, il apporte des journaux de cette ville du 17 novembre, et de Paris du 15 ; et le paquebot l'*Hudson*, capitaine MORGAN, venant de Londres, par lequel on a des dates de cet dernière capitale du 15. Voici un sommaire des nouvelles que nous recevons par ces deux voies.

L'armée française du nord a passé la frontière le 15, sous les ordres du maréchal Gérard, et s'est dirigée sur Anvers, pour assiéger la reddition de la citadelle de cette ville au roi des Belges. Le 15 était en effet le jour fixé, par la convention passée entre la France et l'Angleterre, pour l'exécution de ce mouvement. Il paraît que les amiraux des flottes envoyées sur les côtes de la Hollande, n'avaient pas encore quitté les Dunes, à la date du 15 novembre.

La plus grande incertitude règne en France sur la marche que suivra la Prusse. Il est certain que cette dernière puissance a réuni une armée nombreuse sur le Rhin et la frontière belge. Quelques personnes supposent que cette armée s'emparera de Venloo, qui a été alloué au roi de Hollande, et qui est encore au pouvoir des Belges. D'autres attribuent à la Prusse des vues plus vastes. Un journal de Paris du 15, contient ce paragraphe :

"Une personne respectable, qui a quitté le quartier-général de l'armée française vendredi soir, et qui a eu l'occasion de causer souvent avec le maréchal Gérard nous dit que le commandant de l'armée française parle ouvertement de la probabilité d'une guerre avec la Prusse, par suite de l'envoi d'une armée de Belgique par cette puissance. Il paraît que le maréchal a des instructions pour l'éventualité d'un engagement avec les Prussiens, et qu'un plan de campagne est déjà dressé pour le cas où ils interviendraient."

Le journal dont ce paragraphe est extrait, ajoute cette réflexion : "Ceci explique les arrangemens faits sur les points de notre frontière qui joignent à la Prusse, et la rapidité avec laquelle plusieurs régimens y sont envoyés. On dit que trois corps d'observation vont être formés simultanément : l'un sur la Meuse, l'autre sur la Moselle, et le troisième sur le Rhin. Le général Pélet, qui sera certainement nommé au commandement de la division de la Meuse, aura à la tête de son état-major général le colonel Moline."

Si ces dispositions sont réellement prises par la France il est à peine nécessaire de faire remarquer quelles vastes conséquences pourrait avoir l'intervention de la Prusse en faveur de la Hollande. Mais est-il bien sûr que le ministère doctrinaire, même pressé par l'Angleterre, même poussé par la plus impérieuse, la plus pressante de toutes les nécessités, ait pu se décider à tenter les chances d'une guerre avec la Prusse, l'Autriche et la Russie ? Nous en doutons toujours. Les impossibilités ne se réalisent pas. Si le ministère doctrinaire se trouve engagé jamais dans une guerre, c'est qu'on la lui aura faite, et il ne fera que se défendre.

Le corps législatif de la Belgique a ouvert sa session le 13 novembre. Le discours de Léopold Ier. ne nous apprend rien; il annonce "que le moment est venu, où il pourra satisfaire aux vœux des deux chambres et de la nation, en invitant les puissances qui se sont rendues garantes du traité du 15 novembre, à en assurer l'exécution." Or nous savons l'arrivée des flottes combinées sur les côtes de Hollande, et l'entrée de l'armée française en Belgique. S. M. est bien en retard ! Le reste de son discours est d'un intérêt purement local, si l'on en excepte le paragraphe suivant, qui annonce que le chef du gouvernement belge est loin de se sentir capable d'autant de fermeté que celui du gouvernement hollandais pour conserver l'intégrité de son territoire. Les regrets de Léopold sur le démembrement d'une partie de la Belgique ont quelque chose de naïf et d'enfantin :

"Messieurs, nous sommes à la veille de grands événemens. L'évacuation de notre territoire contribuera à consolider la confiance publique. Mais vous vous rappellerez avec moi que la Belgique *entière*, n'a pas été adoptée par l'Europe. Quand viendra le jour de leur *séparation* nous n'oublierons pas ces populations *qui se sont associées avec tant de dévouement à notre cause- elles* ne cessent pas d'occuper mes pensées. Elles méritent d'attirer celles de la nation."

Etrange manière de ne pas *oublier* ces populations, à la *séparation* desquelles on se résigne avec un si admirable stoïcisme ! Etrange manière de reconnaître leur *dévouement, que de sacrifier* avec tant d'*impassibilité* qu'elles retombent sous un pouvoir despotique qu'elles abhorrent ! c'est de la logique de juste-milieu.

Les dates d'Amsterdam sont du 10. On parle dans cette ville des mouvemens de l'armée prussienne, mais on y suppose qu'elle a d'autre objet en vue que de surveiller la marche de l'armée française, et qu'elle n'entamera les hostilités que dans le cas seulement où celle-ci passerait les bornes prescrites par la conférence de Londres.

Une lettre écrite à bord d'un navire de guerre hollandais stationné dans l'Escaut, contient ce qui suit :

"Nous attendons ici l'arrivée de la flotte anglo-française; néanmoins, je ne crois pas qu'elle s'aventure dans ce fleuve, où chaque pied de terrain lui sera disputé ; du moins elle ne pourra pénétrer au-delà du fort Bats, qui forme les Thermopiles de l'Escaut.

"*Le Zeeland* a amené quelques bateaux armés, et la position est naturellement si forte, qu'il faudrait des forces bien supérieures pour effectuer le passage. Plus loin sont les forts de Lillo et de Lief-kenshoek, nouveaux Gibraltars; et la citadelle ne peut être comparée qu'à une mine couverte de canons et de mortiers, car elle est complettement minée. Cette forteresse ne sera par prise aussi facilement que le disent les Français: et s'ils le tentent, on pourra dire d'Anvers : *Ici fut une ville superbe.*"

Telles sont les nouvelles reçues par la voie de Bordeaux. Voici maintenant celles qui nous viennent de Londres.

Plusieurs des côtes de Hollande a effectivement commencé, quoique les deux amiraux soient encore dans les Dunes, avec une partie de la flotte. Plusieurs navires hollandais ont été pris.

Le peuple anglais paraît généralement mécontent de la participation de son gouvernement à l'expédition contre la Hollande ; de différents points de l'Angleterre, le commerce élève des plaintes, convoque des assemblées publiques, et vote des adresses au roi Guillaume, pour le détourner de la voie libérale dans laquelle il s'est engagé. Il est vrai qu'il est si nouveau en Angleterre de voir le gouvernement décidé à sacrifier quelque chose de sien pour le bien d'autrui, qu'il n'est pas surprenant que ce bon peuple s'en étonne, et même s'en indigne. Espérons, cependant, que la fermeté de Guillaume IV, et de cette partie de la population britannique qui marche avec le siècle, triomphera de ces entraves que le plus déplorable égoïsme cherche à susciter.

L'armée prussienne qui, aux dernières dates, devait se rassembler sous trois semaines sur les bords du Rhin, est forte de, de 180 mille hommes. L'armée française qui est stationnée sur le même fleuve, n'est, s'il faut en croire la *Constitutionnel*, que de 100 mille hommes.

La ville d'Anvers a 90 mortiers, qui peuvent envoyer 2[illegible] bombes par vingt-quatre heures dans la citadelle.

L'armée belge sera placée à la droite de l'armée française, soit pour arrêter, soit pour combattre les Hollandais, dans le cambi ils voudraient venir au secours de la citadelle d'Anvers.

Les débats du Congrès à Washington n'offrent rien d'un intérêt général. Le bill sur la réduction du tarif n'a pas encore été discuté. Rien de nouveau sur la Caroline.

(COMMUNIQUÉ)

Acte de la législature de l'Etat de la Louisiane dans la Législature.

La proposition faite ces jours derniers, de révoquer les lois qui prohibent l'introduction des esclaves, a lieu d'étonner ceux qui n'ont pas oublié les circonstances dans lesquelles s'empire desquelles elles furent passées; ni avec quelle insistance on invoquait il y a deux ans, comme indispensables au salut de l'Etat, ces mêmes dispositions qu'aujourd'hui l'on attaque comme nuisibles ou superflues.

Ceux qui demandent ainsi l'abrogation d'une mesure de salut public, n'ont sans doute pas réfléchi sur les conséquences d'une versatilité qui jette, dans notre digne, une bigarrure déposant à la fois de notre légèreté à concevoir nos lois, de notre précipitation à les adopter, et de notre inconstance à les maintenir.

Une même législature détruit souvent son propre ouvrage, au mépris des considérations les plus graves qui l'avaient établi, et la dignité du premier corps de l'état est trop souvent compromise par une fluctuation continue entre des résolutions qui, par fois, n'ont eu un rapport avec le bien public.

Je suis loin de penser qu'il faille, comme certains peuples, vénérer les lois en raison de leur antiquité, et s'enthousiasmer des abus à cause de leur ancienneté ; mais je crois, qu'il est bon de mûrir davantage de telles conceptions et de se pénétrer plus sérieusement de l'importance d'actes qui influent si directement sur la prospérité du pays, et sur le bonheur des citoyens. L'habitude de faire et défaire les lois, rend moins circonspects à les proposer, ceux qui savent qu'une intrigue peut détruire ce que souvent a fait naître une intrigue ; tandis que, si les fabricateurs de nos lois croyaient à leur fixité, souvent ils redouteraient pour eux mêmes les effets d'une loi qu'ils ne regarderaient plus comme éphémère, et prête à disparaître dès qu'elle froisserait plus tard des intérêts qu'elle favorise maintenant !

La libre introduction des esclaves excita de vives inquiétudes, lors de la révolte qui eut lieu dans la Caroline. Le danger parut si pressant que M. le Gouverneur crut nécessaire de convoquer une session extraordinaire de la législature, et qu'il y recommanda avec instance l'émission d'une *loi prohibitive*, ou du moins restrictive. Ses motifs parurent si convaincans que ceux même d'entre les habitans qui se trouvaient privés de jouir de quelques dispositions moins favorables pour eux que pour la haute propriété, firent taire leur intérêt particulier devant la grande raison du salut public; et la loi fut adoptée presque sans discussion pour cinq ans.

Cette loi portait ainsi tous les caractères qui pouvaient rendre les lois durables ; elle prévenait des dangers réels, elle avait l'assentiment de la majeure partie des citoyens, et pourtant elle est attaquée !

L'on croirait que les mêmes puissans qui l'ont dictée, ont changé de nature, on croirait que l'état politique des lieux d'où se tirent les esclaves dont on nous surchargeait, s'est tellement amélioré que le danger que nous redoutions, il y a deux ans, s'est totalement évanoui; qu'enfin nous pouvons briser sans crainte la faible barrière que nous avions élevée contre l'envahissement de ces troupeaux d'esclaves pervertis par la révolte à laquelle ils ont participé, ou dont ils ont été les témoins !

Loin de là ! les mêmes causes qui ont milité en faveur de mesures préservatrices, ont pris un nouveau caractère de gravité; et ces mêmes habitans de la Caroline empressés de se défaire en *notre faveur des sujets* gangrenés qu'ils jetaient sur notre territoire, cherchant, aujourd'hui, à mettre cette chanceuse propriété à l'abri des hazards d'une guerre intestine, n'attendent que la révocation de la loi pour vomir sur nos bords cette tourbe malfaisante dont ils auraient à redouter la turbulence dans les circonstances critiques où ils se trouvent placés.

Ce ne saurait donc être que par irréflexion que la proposition que je combats a été émise ; car il paraîtrait peu croyable qu'elle fût le résultat d'une combinaison, ou d'un plan arrêté.

Cependant, s'il en était ainsi, je pense que la Législature y regarderait à deux fois avant que de condamner aux yeux du public, des mesures qu'elle avait appuyées des motifs en apparence les plus saints. Et risquerait-elle ainsi la dignité du premier corps de l'Etat, et voudrait-elle livrer au ridicule toute l'importance qu'elle avait mise, ainsi que le gouverneur, à ce qu'ils nommaient une mesure de salut public—Or, ce que nous avions adopté avec l'empressement que commandaient les circonstances, se trouverait après tout n'avoir été que le résultat d'un vain fracas, et risquerait de passer pour une jonglerie.

Non, il n'en sera point ainsi, et nous ne verrons pas donner un démenti si formel aux assertions qui avaient été présentées comme irréfragables, dans une session convoquée *ad hoc* !

Ce serait donner une étrange idée de la sagesse de nos conseils, que de vitupérer ainsi la juste frayeur qu'ils avaient conçue d'un danger toujours croissant. Je le répète, la législature actuelle ne saurait apporter trop de précaution à discuter une proposition si ardue. Elle se trouverait placée, d'ailleurs, sous l'empire d'un dilemne difficile à résoudre par les partisans même de la révocation. En effet, ou le gouvernement s'est montré sage en convoquant une session extraordinaire, et les chambres ont bien mérité de leur pays, en passant la loi, et dès lors la législature actuelle ne peut porter atteinte à une loi si nécessaire : ou bien, si la législature renverse *cette même loi, si toutes les raisons* et tout l'appareil apportés à cette création lui semblent vains, elle joue au ridicule les autorités que leur zèle et leurs bonnes intentions auraient égarés à ce point !

Il reste donc hors de doute que notre législature, par respect pour elle-même et pour la chose jugée, maintiendra une loi de précaution, contre laquelle il ne pourra élever d'objections assez solides pour en infirmer les motifs, et pour détruire ainsi l'ouvrage préparé si sagement par le zèle de notre premier magistrat.

UN HABITANT.

(*Par autorité.*)

LOIS DE L'ETAT.

ACTE

Pour autoriser le Gouverneur à souscrire pour un certain nombre d'actions dans la compagnie du chemin à coulisses de l'Ouest Féliciana.

SECT. 1ère.— *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane réunis en assemblée générale*; Que le Gouverneur de l'Etat souscrira pour cent actions dans la compagnie du chemin à coulisses de l'Ouest Féliciana; bien entendu que le Trésorier de l'Etat ne devra payer aucune partie de la sus dite somme de dix mille piastres avant que cinq-cents actions souscrites par les particuliers aient été payées, alors il paiera la moitié du montant et le reste à mesure que les actionnaires seront appellés à payer, par les directeurs de la dite compagnie.

SECT. 2ème.—*Et il est de plus décrété:* Que le Gouverneur est également autorisé à nommer un directeur additionnel pour représenter les intérêts de l'Etat dans la dite compagnie du chemin à coulisses d'Ouest Féliciana, lorsqu'une moitié du montant de la souscription sus dite aura été payée par l'Etat.

Signé A. MOUTON,
Orateur de la Chambre des Représentans.
C. DERBIGNY,
Président du Sénat.

Approuvé le 9 janvier 1833.

A. B. ROMAN,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

LEGISLATURE D'ETAT.

JOURNAL DE LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

PREMIERE SESSION—IIME. LEGISLATURE.

VENDREDI, 11 janvier 1833.

La chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

L'orateur a nommé MM. Nicholls, Jones, Johnson, Marigny, Grymes, Porter, Hos, Canon, Barrow, et Voorhies (de Lafayette), membres du comité pour prendre en considération cette partie du message du gouverneur relative aux mesures adoptées par la Caroline du Sud contre le gouvernement général des Etats-Unis.

Sur motion de M. Nicholls, ordonné qu'une permission d'absence soit accordée à M. Porter.

Sur motion de M. Chinn, ordonné qu'une permission d'absence soit accordée à M. Morgan.

L'orateur a soumis à la chambre le rapport du grand jury du 2me. district judiciaire, relatif aux écoles publiques.

Sur motion de M. Duplessis, ce rapport a été renvoyé au comité de l'éducation publique.

M. Léonard a soumis à la chambre le rapport du grand jury de la paroisse Ste. Hélène, relatif aux écoles publiques.

Sur motion, ordonné que ce rapport soit renvoyé au comité des écoles publiques.

M. Jones a présenté la résolution suivante: Résolu qu'un comité réuni de membres du Sénat et de cinq membres de la Chambre, soit nommé à l'effet de rédiger un bill pour prendre l'opinion du peuple de l'Etat de la Louisiane, concernant la nécessité et l'urgence de convoquer une convention pour réviser la Constitution de l'Etat.

Sur motion, ordonné que cette résolution soit déposée sur le bureau sujet à l'appel de la chambre.

M. Robin a présenté les résolutions suivantes : Résolu que le comité des améliorations intérieures prenne en considération la situation présente de la grande levée de la Pointe-Coupée et des levées construites &c. ; construire sur les terres voisines de ces levées qui appartiennent au gouvernement général; résolu aussi, que le même comité s'enquière s'il ne serait pas à propos que des mesures fussent prises pour pourvoir à la construction d'une levée à travers cette partie de la Pointe du Raccourci, dans la paroisse de la Pointe-Coupée, à Pendroit de la coupe projetée, et que le dit comité fasse aussitôt que possible son rapport par bill ou autrement.

Sur motion, ordonné que ces résolutions soient adoptées.

M. Canon a présenté les résolutions suivantes : Résolu que la partie du message du gouverneur relative à la milice soit renvoyée au comité permanent de ce nom.

Résolu que la partie du message du Gouverneur relative aux dettes soit renvoyée au comité permanent de l'éducation publique.

Résolu que la partie du message du gouverneur relative aux travaux publics et particuliers, et à l'ingénieur civil, soit renvoyée au comité des améliorations intérieures.

Résolu que la partie du message du gouverneur, où il parle de notre situation financière, soit renvoyée au comité des finances, ainsi que celle où il traite des banques.

Résolu que cette partie du message du gouverneur, où il parle des loteries soit renvoyée à un comité spécial composé de *trois* membres.

Résolu que la partie du message du gouverneur, où il parle des améliorations industrielles, soit renvoyée au comité du commerce, des manufactures et d'agriculture.

Sur motion, ordonné que ces résolutions soient adoptées.

L'orateur a nommé MM. Canon, W. Voorhies (des Avoyelles) et Porter, membres du comité auquel a été renvoyé la 5me. résolution.

M. Sibley a donné avis qu'il demain, ou tout autre jour, il présenterait les bills intitulés comme suit :

"*Acte pour changer la 11ème. section de l'acte intitulé* "Acte pour pourvoir d'une manière plus efficace à la confection des chemins publics, dans cet Etat, approuvé le 12 Mars 1918."

Et "Acte pour changer la 37ème. section de l'acte intitulé "Acte pour punir les crimes et délits." Approuvé le 4 Mai 1805.

M. Duplessis a présenté la résolution suivante :

Résolu que cette partie du message du gouverneur, relative au contrat passé pour la fourniture d'armes aux compagnies de volontaires dans les diverses paroisses de l'Etat, soit renvoyée au comité sur la milice.

Sur motion, ordonné que cette résolution soit adoptée.

M. Garland a présenté la résolution suivante :

Résolu que le comité judiciaire soit requis de s'enquérir de la nécessité de pourvoir par une loi, à la nomination d'un juge de plus, pour la Cour Suprême de l'Etat, et qu'il en fasse un rapport par bill ou autrement.

Sur motion, ordonné que cette résolution soit adoptée.

M. Garland a présenté à la Chambre la pétition de certains habitans de la paroisse St. Landry, demandant qu'un nouveau district d'élection soit établi.

Sur motion, ordonné que cette pétition soit renvoyée au comité d'élections.

M. Morgan a présenté la résolution suivante.

Résolu que le comité de commerce, d'agriculture et de manufacture auquel a été renvoyée la résolution qui lui fait un devoir de s'enquérir de la nécessité de rappeler les lois existantes qui prohibent l'introduction d'esclaves venant de certains Etats, soit autorisé à sommer telles personnes qu'il jugera nécessaires à comparaître, et à les examiner sous serment, concernant des matières qui lui auraient été renvoyées.

Sur motion, ordonné que cette résolution soit adoptée.

M. Garland a présenté la résolution suivante :

"Résolu qu'un comité réuni de membres du sénat et de membres de la chambres des représentans soit nommé pour examiner les affaires de la Banque de l'Union de la Louisiane, et particulièrement la manière dont le fonds capital de ladite banque a été distribué entre les souscripteurs d'icelle."

Résolu de plus que ledit comité soit autorisé à faire comparaître pardevant lui des personnes, et à demander tel document qu'il jugerait nécessaire.

Sur motion de M. Ducros, résolu que la chambre se dispense de ses règles, et procède à la considération de cette résolution.

Sur motion de M. Garland, ordonné que le blanc soit rempli par le mot "cinq."

Sur motion de Mr. Nicholls, ordonné que les membres de ce comité soient nommés au scrutin.

Un message du sénat par Mr. Davis, son secrétaire, demandant le concours de la Chambre aux résolutions suivantes :

Résolu par le sénat, &c., Qu'un comité réuni des deux chambres, composé de deux membres du sénat, et de membres de la Chambre des représentans soit nommé à l'effet d'examiner les affaires de la Banque de la Louisiane.

Résolu, &c., Qu'un comité réuni des deux chambres composé de deux membres du sénat et de membres de la chambre des représentans, soit nommé à l'effet d'examiner les affaires de la Banque de l'Etat de la Louisiane.

Résolu, qu'un comité réuni des deux chambres, composé de deux membres du sénat et de membres de la chambres des représentans, soit nommé à l'effet d'examiner les affaires de la Banque de l'Association Consolidée.

Sur motion de M. Garland, ordonné que la résolution présentée par lui sur le même sujet, soit déposée sur le bureau.

Sur motion de M. Duplessis, la chambre s'est occupée de la résolution venant du sénat, et relative à la Banque de l'Union.

Sur motion, ordonné que le blanc de cette résolution soit rempli par le mot cinq.

M. Garland a fait la motion d'ajouter la résolution suivante:

Il est de plus résolu que *le dit comité est autorisé* à faire comparaître par devant lui toute personne, et à demander tout document qu'il jugera convenable.

Sur motion, ordonné que cette résolution soit adoptée telle qu'elle a été amendée par M. Garland.

Sur motion, ordonné que la résolution venant du sénat relative à la banque de la Louisiane, soit prise en considération.

Sur motion, ordonné que le blanc de cette résolution soit rempli par le mot cinq et que la dite résolution soit adoptée.

Sur motion, ordonné, que la résolution venant du sénat et relative à la banque de l'Etat de la Louisiane, soit prise en considération.

Sur motion, ordonné que le blanc de cette résolution soit rempli par le mot trois, et que cette résolution soit adoptée.

Sur motion, ordonné que la résolution venant du Sénat et relative à l'Association Consolidée, soit prise en considération.

Sur motion, ordonné que le blanc de *cette résolution* soit rempli par le mot trois, et qu'elle soit adoptée.

Sur motion, ordonné qu'un reçès ait lieu.

Sur motion de Mr. Voorhies, (de Lafayette) ordonné que deux vérificateurs soient nommés. L'orateur a nommé Messieurs Voorhies, (de Lafayette) et Rousselle. Chacun des membres ayant déposé son vote dans la boîte de scrutin, sur 45 membres présens il a paru que :

Mr. Nichols a obtenu	36 votes.
Garland,	35
Chinn,	34
Barrow,	32
Ducros,	21
Voorhies,	14
Hos,	11
De Bullon,	9
Robin,	8
Canon,	9
Duplessis,	5
Bullard,	4
Marigny,	2
Walker,	1
Grymes,	1

Messrs. Nicholls, Garland, Chinn, Barrow et Ducros, ayant obtenu la majorité requise, ont été dûment élus membres du comité chargé d'examiner les affaires de la Banque de l'Union.

Sur motion de M. Marigny, ordonné que l'orateur procède à la nomination les affaires des autres comités chargés d'examiner des autres banques. L'orateur a nommé Messrs. Voorhies (des Avoyelles) Cassingue, Rousselle et Johnson, membres du comité concernant la banque de la Louisiane—Messrs. Bullard, Debaillon et Hos, membres du comité concernant la Banque de l'Etat de la Louisiane.

Et Messrs. Marigny, Jones et Robin, membres du comité concernant l'Association Consolidée.

Sur motion, ordonné que le greffier soit chargé d'en informer le sénat.

ORDRE DU JOUR.

Le bill intitulé "Acte pour autoriser les rapporteurs des comités des deux branches de la législature à assermenter des témoins," a subi sa seconde lecture, et a été renvoyé à demain pour être lu une troisième fois. La chambre s'est occupée du bill intitulé "Acte pour fixer le local où devra siéger la cour suprême de cet Etat."

Sur motion de M. Grymes, ordonné que la chambre se réunisse en comité général pour prendre en considération ledit bill, et M. Voorhies a été appelé au fauteuil.

Après quelques instans, le comité général s'est levé et le rapporteur M. Voorhies a rapporté que ledit comité s'était occupé du bill ci-dessus mentionné et l'avait adopté avec quelques amendemens. La chambre s'est occupée du dit bill.

Sur motion, ordonné que la première section soit adoptée; Sur l'adoption de la section suivante:

Il est de plus décrété que dans le cas où lesdits juges choisiraient pour tenir leurs séances le local qu'ils occupaient auparavant, la somme de six-cents piastres est et demeure appropriée, pour payer le loyer du dit local et le gouverneur est autorisé à tirer à cet effet pour la sus dite somme, sur le trésor public et que toute loi ou partie de loi contraires au présent acte, soit et demeurent rappelée.

M. Garland a demandé l'appel nominal, et il a paru que MM. Barrow, Boutigny, Bullard; Canon, Canonge, Chauvin, Chinn, Dudley, Debaillon, Ducros, Duplessis, Duprés, Edwards, Folse, *Grymes*, Guillet, Hos, *Horton*, Jones, Lagarde, Léonard, Lessassier, Madox, Marigny, Nicholls, Ory, Robin, Roussello, Thibodeaux et Watkins ont voté dans l'affirmative, — 30 oui.

Et que MM. Bienvenu, Brand, Brown, Charpentier, Garland, Johnson, Legendre, Mc. Ray, Morgan, Mulhollan, Sibley, Vorhies (de Lafayette), et Walker ont voté dans la négative,—13 non; en conséquence cette section a été adoptée.

M. Grymes a présenté une section additionnalle, laquelle a été adoptée.

Et le titre du dit bill ayant été amendé comme suit: "Acte relatif à la cour suprême de cet état."

Sur motion, ordonné que le dit bill passe tel qu'il a été amendé et soit intitulé: "Acte relatif à la cour suprême de cet état."

Le greffier a été chargé d'y demander le concours du Sénat.

Sur motion, la Chambre s'est ajournée à lundi 10 heures du matin.

Liste Maritime.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Navire Howes, Spear; Boston, Capitaine
Brick Clio, Kirk, Philadelphie, J. Hagan & Co
Polacre Tres Amigos, Victory, Havane, Estevanell & Courval
Goël, Aspacia, Greenaker, Charleston, W. L. Hodge

ARRIVES.

Bateau de remorque Porpoise, des Passes, ayant amené dans le port les navires Sophia et Martha.
Navire Sophia, Grogg, de Boston.
Navire Crown, Smith, de Liverpool.
Goël, Clara, Shilson, de New-Castle.
Goël, Martha, Shelman, de Galveston.
Bateau à vapeur Bonnets o'Blue, Vaught, de Cincinnatis.
Bateau à vapeur Vermillon, Fleeher, de Bâton-Rouge.
Bateau à vapeur Walk-in-the-Water, Buckner, des Natchez.
Bateau à vapeur Monticello, Patterson de Plaquemine.
Bateau à vapeur Wanderer, Culver, de Manchester.
Bat. à vap. Halcyon, Isler, de Lafouche.

Amusements.

SALLE D'ORLEANS.

M. E. BERTUS a l'honneur d'informer le public qu'il donnera à son bénéfice, le lundi 21 janvier,

Un grand Bal paré,

Précédé d'un
BAL D'ENFANS.

8 janvier

SALLE D'ORLEANS.

SAMEDI, 19 JANVIER 1833.

GRAND BAL PARE ET MASQUÉ.

Prix d'entrée: les cavaliers,..... $1 50.

Les dames ne seront admises qu'avec un billet d'invitation; on n'en délivrera point au moment du bal.

Aucun masque ne pourra pénétrer dans la salle avant de se faire reconnaître par un *commissaire* nommé à cet effet. 31 déc

SALLE DE BAL

Encoignure des rues d'Orléans et Bourbon.

MERCREDI, 16 *JANVIER*,

GRAND BAL PARE ET MASQUÉ.

Prix d'entrée.....Cavaliers, Une Piastre

Les cavaliers trouveront un bureau pour déposer leurs cannes et manteaux &c. 31 déc.

AVANT DERNIERE SEMAINE.

SALON D'EXPOSITION DE

J. Maëlzel.

DE L'AUTOMATE JOUEUR D'ECHECS, MELODIUM, &c.

Hôtel des Planteurs, rue du Canal, No. 19.

LA séance aura lieu chaque soir, à 7 heures et demie précises. Les portes seront ouvertes à 6 heures et demie.

PRIX D'ENTREE—Grandes personnes, une piastre Les enfans au-dessous de 12 ans ne paieront que moitié prix.

L'on pourra se procurer des billets durant le jour à la salle d'exposition, ou le soir, au bureau du spectacle. 14 janv.

AUJOURD'HUI! AUJOURD'HUI!!

Loterie de l'Eglise Evangélique française.

☞ Le tirage se fait aujourd'hui, 16 janvier.

GROS LOT $12,000—4,000 &c.—Les plus faibles lots de $6.

Prix des billets $4 ; moitié, $2 ; quart, $1.

Les personnes qui désireraient obtenir des lots gagnants peuvent s'adresser avec assurance, au bureau de

AYES,
Rue de la Levée, No, 40.

☞ On y a vendu de gros lots, et l'argent en été de suite payé. 16 janv.

Qui rend les lots gagnants ? SYLVESTER !!

Il est bien reconu, par tous ceux qui ont couru les chances de la loterie, que depuis cinq ans SYLVESTER a constamment cerclé le public en lui faisant gagner des lots s'élevant à la somme de TROIS MILLIONS de piastres!! Il accordera la même faveur aux habitans de la Louisiane.

☞ Il y aura un tirage ce soir :—les billets à $4, et le gros lot est de $12,000.

16 janv S. J. SYLVESTER.

Rue du Camp, No. 16, au dessous de l'Hôtel Bishop.

JEUDI, 17 janvier, se fera l'ouverture du RESTAURANT DE LA BOURSE tenu, par GUILLAUME, rue de Chartres, No. 119. Il a l'honneur de prévenir le public qu'il mettra toute l'exactitude possible pour que les personnes qui l'honoreront de leur présence soient servies avec ponctualité, et par conséquent satisfaites. Il tiendra tout ce que le marché peut fournir de meilleur, et sa cave sera pourvue des vins les plus fins et les plus exquis.

Il profite de cette occasion pour recommander le public de la bienveillance qu'il lui a toujours montrée jusqu'à ce jour, et il ose en espérer la continuation, dont il saura se rendre digne.

N. B. M. Guillaume se charge, comme par le passé, à faire des repas de commande, banquets de noces &c. et prendra des apprentis en cuisine. Il aura des salons particuliers pour les sociétés. 16 janv.

MELASSE.—20,000 gallons Melasse à vendre sur une habitation à quelques pas de la ville ; s'adresser à
GRAY, DURRIVE & Co.
16 janv Rue de la Levée, No. 35.

UN jeune homme, parlant l'Anglais et le Français, nouvellement arrivé dans cette ville, désirerait se placer dans un magasin de épicerie. Il peut fournir de très bons renseignemens. Adresse O. P. E. à la poste. 16 janv—3

JE certifie que le Dr. Rapallo m'a guéri d'une fièvre, et que depuis deux mois personne ne pouvait le faire, et par conséquent je crois de mon devoir de le recommander au public et n'avoir que des louanges à faire de son traitement. *Nouvelle-Orléans, le 1 janvier* 1833.
16 janv CHS. LEGROS.

20 BALLES, contenant 1,424 pièces Coton écru lourd à chemises, de 36 pouces; 22 balles *Mole-skins* assortis, récemment reçus par les navires Vesta, Princess Charlotte et Princess, venant de Liverpool, et ayant droit au drawback, ainsi qu'un assortiment général de Marchandises convenables pour des marchés mexicains, à vendre à bon compte, par
HARRISON, BROWN & Co.,
16 janv Rue Royale, No. 117.

ESCLAVE EN MARRONNAGE.

DIX piastres de récompense seront données à celui qui fera conduire à la geole, ou chez le soussigné, la négresse MARIANNE, dite URINA, âgée de 20 ans; taille moyenne, forte constitution; elle parle l'Anglais et le Français, et est très timide en parlant à une personne blanche. Elle était vêtue d'une robe de cotonnade bleue, un mouchoir rouge au cou, et allait nu-pieds. Elle vendait du lait l'été dernier. Elle s'est absentée depuis le 20 du mois dernier, et elle a été vue depuis dans la rue de l'Esplanade.

Les capitaines de navires, bateaux à vapeur et autres, sont prévenus de ne pas la recevoir à leur bord.

A. LARA,
Faubourg Marigny, encoignure des rues Victoire et Esplanade. 16 déc.

ETAT DE LA LOUISIANE,—Cour de Paroisse, pour la Paroisse et la ville de la Nouvelle Orléans.—Présent Pierre Chs. Maurian, juge.—[No. 1301.]—Dans l'affaire de *Marie Louise Regend* contre *ses créanciers*.—Sur motion de Mr. A. F. Hoffman, avoué du syndic, et sur enregistrement du tableau de répartition, il est ordonné que tous ceux qui ont des objections à faire à l'homologation du tableau et à la répartition des fonds, aient à se présenter dans les dix jours qui suivront la publication du présent.

Extrait des minutes,
Bureau du Greffier, ce 15 Janvier 1833.
16 janv—3 cn 10j F. BUISSON, Dep. Greff.

PAROISSE JEFFERSON.—Cour de Paroisse.—*Succession de feu Francisco Mezo.*—Attendu que Thomas Waters a présenté une pétition à la cour pour obtenir des lettres de curatelle à la succession vacante de feu Francisco Mezo, décédé *ab intestat*, avis est par le présent donné à toutes personnes que cela concerne de l'avoir à déduire, sous dix jours, les raisons pour lesquelles la demande faite par la dite pétition ne serait pas accordée.

Paroisse Jefferson, 10 janvier 1833.
15 jan—10 J. M. HARRANG, juge.

PORC—300 barils porc, première, seconde et troisième qualité, en débarquement et à vendre par
TOURNE & BECWITH,
15 jan. Nouvelle Levée, No. 15.

GRAINES DE JARDINAGE.

EN débarquement du navire Hanover, un assortiment de graines de jardinage, du jardin Botanique Innéen de Wm. Prince & Fils, de New York. Les habitans et les amateurs seront traités à des prix raisonnables, au magasin de DUCONGE & PEYCHAUD,
15 jan Rue de Chartre, No. 59.

A VENDRE—Une Harpe de première qualité, de Evandt; jolie et bien conditionnée, reçue de New York par le navire Warsaw, s'adresser chez
F. ORIOL & CO.
15 jan Encoignure Dumaine et Condé.

COUR DES PREUVES.—*Vente par le Register des Testaments.*—Jeudi, 17 du courant, à midi, l'exposerai en vente à la Bourse, pour le compte de la succession de feu Francis Drake, la goélette Rosalie, avec ses agrès et apparaux, mouillée dans le bassin Carondelet.

Conditions de la vente : 4 mois de crédit, on un billet endossé à satisfaction avec hypothèque spéciale.

Par ordre de la Cour,
16 jan MARTIN BLACHE, rég.

ON demande à louer un jeune nègre ou mulâtre de 15 à 18 ans, au fait du service. S'adresser rue Royale, au coin de la rue St. Philippe. 5 janv.

VENTES A L'ENCAN.

PAR F. DUTILLET.

EN vertu d'un ordre de la Cour des Preuves dans et pour cette ville et Paroisse d'Orléans, en date du 10 Janvier 1833.—Il sera vendu le lundi, 18 février prochain au café de la Nouvelle Bourse, à l'heure de midi, la propriété suivante, dépendante de la succession de feue *Rosalie Rousève*, f. de c. l.

Un lot de terre situé en cette ville, mesurant (au pied Français) 60 pieds de face à la rue St. Claude, entre les rues du Quartier et de l'Esplanade, sur 180 pieds de profondeur, ensemble les bâtisses qui s'y trouvent, ainsi qu'une quantité d'arbres fruitiers.

Conditions :—Un quart comptant, le reste à 1, 2 et 3 ans; billets par coupons, endossés à satisfaction, et assurés par hypothèque spéciale.

L'acte de vente, aux frais de l'acquéreur, sera passé en l'étude de M. Octave de Armas, notaire public.

16 janv—10, 2ps.

PAR J. LE CARPENTIER & CO.

IL sera vendu, mardi, 22 du courant à midi, à la bourse Hewlett :

1o. UNE MAISON située à l'encoignure du chemin du bayou et de la rue des Marais. La maison est en brique et couverte en tuiles à crochets. Le terrain sur lequel se trouve la maison, mesure 55 pieds 5 pouces sur le chemin du Bayou, et 53 pieds 6 pouces sur la rue des Marais, et 71 pieds 3 pouces de large sur la ligne du fond.

2o. UN TERRAIN, attenant au précédent, ayant 30 pieds de face à la rue des Marais, 25 pieds sur la ligne du fond, et 71 pieds de profondeur sur une ligne, et 80 sur l'autre.

3o. UN TERRAIN, attenant aux précédents, mesurant 30 pieds de face à la rue des Marais, 25 pieds sur la ligne du fond, 90 pieds de profondeur sur une ligne, et 90